

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Voies Navigables de France – Direction Territoriale du Bassin de la Seine et Loire
aval

Mandataire

Voies navigables de France - Direction territoriale Bassin de la Seine et Loire Aval –
Unité Territoriale d'Itinéraire Boucles de la Seine

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Territorial Bassin de la Seine et Loire aval

Conducteur d'opération

Le conducteur d'opération est l'Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine,
Bureau Maîtrise d'Ouvrage

Objet du marché

TRAVAUX DE REHABILITATION DES ELEMENTS MECANQUES DES
BATARDEAUX DU BAVA ET DU CHARIOT PANTOGRAPHE DU BAH A DE
SURESNES (92)

Le présent CCAP ne comporte pas d'annexe.

07/08/2023

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES	6
1-1. Objet du marché	6
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-3. Intervenants et forme des notifications	7
1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage.....	7
1-3.2. Sous-traitance.....	7
1-3.2.1 Sous-traitance partielle.....	7
1-3.2.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché	8
1-3.3. Conduite d'opération	8
1-3.4. Maîtrise d'œuvre.....	8
1-3.5. Contrôle technique	8
1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS).....	8
1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC).....	9
1-3.8. Autres intervenants.....	9
1-3.9. Représentation du pouvoir adjudicateur	9
1-3.10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques	9
1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité..	10
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	10
1-6. Dispositions générales	10
1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	10
1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	11
1-6.2.1 Intervenants étrangers	11
1-6.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	11
1-6.3. Responsabilités et Assurances.....	12
1-6.3.1 Responsabilités	12
1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun	12
1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale.....	13

1-6.3.4 Dispositions communes	13
1-6.4. Réalisation de prestations similaires	14
1-6.5. Clauses sociales et environnementales	14
1-6.5.1 Clause d'insertion sociale	14
1-6.5.1.1 Accompagnement de l'action en cours d'exécution	14
1-6.5.1.2 Contrôle de l'action d'insertion par l'activité économique	14
1-6.5.2 Pénalités	15
1-6.5.2 Clauses environnementales	15
1-6.6. Autres dispositions générales	15
1-7. Clauses de réexamen du marché public	16
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	16
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	17
3-1. Marché à tranches	17
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	17
3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :	17
3-2.2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.	17
3-2.3. Dans les 5 jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :	18
3-2.4. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :	18
3-2.5. Modalités de transmission et de paiement	19
3-2.6. Modalités de paiement	20
3-2.7. Approvisionnements	20
3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier	20
3-3. Modalités particulières de règlement des prix suivants	20
Installation de chantier et repliement – BAVA et BAH	20
3-4. Actualisation des prix	23
3-5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	23
3-6. Modalités particulières de paiement	23
3-7. Augmentation du montant des travaux	25
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	25
4-1. Délai de réalisation	25
4-2. Prolongation des délais d'exécution	25
4-3. Pénalités	26
4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution	26
4-3.2. Primes d'avance	27

4-4. Autres pénalités	27
4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	27
4-4.2. Documents fournis pendant l'exécution	27
4-4.3. Documents fournis après exécution	27
4-4.4. Non-respect des temps d'immobilisation prescrits	28
4-4.5. Rendez-vous de chantier	28
4-4.6. Respect des règles de sécurité sur le chantier	28
4-4.7. Propreté du chantier et des voiries	28
4-4.8. Défaut ou mauvaise gestion des déchets de chantiers	28
4-4.9. Rejets non traités dans les exutoires	29
4-4.10. Non déclaration de sous-traitant	29
4-4.11. Pénalité pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	29
4-4.12. Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés	29
4-5. Cumul des pénalités	30
4-6. Retenue	30
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	30
5-1. Retenue de garantie	30
5-2. Avances	30
5-3. Nantissement	31
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	31
6-1. Provenance des matériaux et produits	31
6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	32
6-3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage	32
6-4. Matériaux de type nouveau	32
ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES	32
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux	32
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)	33
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux	33
7-4. Piquetage général	33
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	34
7-6. Protection des ouvrages existants	34
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	34
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	34
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages	36
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément	37

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	37
8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise	37
8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent	38
8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)	38
8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	39
8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	40
8-4.6. Démolition de constructions	40
8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre.....	40
8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques	40
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé	41
8-6. Registre de chantier.....	41
8-7. Note relative aux mesure qualité et environnement prises par le titulaire	41
8-8. Réunion	41
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	42
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	42
9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves	42
9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	42
9-2. Réception	42
9-2.1. Réception des ouvrages.....	42
9-2.2. Réception partielle	42
9-2.3. Opérations Préalables à la Réception.....	42
9-2.4. Clauses suspensives aux Opérations Préalables à la Réception.....	43
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage	43
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	44
9-5. Documents fournis après exécution	44
9-6. Délai de garantie	44
9-6.1. Garantie de parfait achèvement	44
9-6.2. Prolongation de la garantie de parfait achèvement	44
ARTICLE 10. RESILIATION	44
ARTICLE 11. REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET LITIGES	46
ARTICLE 12. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	46
ARTICLE 13. CONFLIT D'INTERET	46
ARTICLE 14 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	46
ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	47

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021, s'applique au présent marché, sauf dérogations mentionnées. Il peut être désigné par la mention « CCAG » ou « CCAG TVX » dans la suite du document.

Il est rappelé que le terme de "marché public" désigne un marché ou un accord-cadre conformément à l'article L1111-1 du code de la commande publique.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les travaux faisant l'objet du présent marché concernent le barrage de Suresnes (92) exploité par Voies Navigables de France (VNF). Ce barrage est composé d'un barrage à vannes (appelé BAVA par la suite) et d'un barrage à hausses (appelé BAHA par la suite). Les travaux à réaliser, suivant qu'ils concernent le BAVA ou le BAHA sont les suivants :

BAVA :

- Travaux de rénovation des éléments de supports et de manœuvre des batardeaux.

BAHA :

- Travaux de mise en place d'un dispositif d'évacuation de secours ;
- Changement des câbles du pantographe ;
- Rénovation des fins de course ;
- Changement des bois de protection du bras du pantographe ;
- Démontage, diagnostic et fourniture des axes du bras du pantographe.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R. 4532-1 du Code du Travail.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants:

**Barrages-écluses de Suresnes
Ile de Puteaux
Puteaux**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par le Titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au Marché seront valablement faites à l'adresse professionnelle du Mandataire.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas alloti du fait de l'unicité des prestations et de l'importance des contraintes imposées par les arrêts d'ouvrages. A ce marché mécanique s'ajoutera d'autres marchés centrés sur la motorisation des deux barrages.

Le marché ne comporte pas de tranches.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Les prestations objet du présent marché sont réalisées pour le compte de :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

Unité Territoriale d'Itinéraire Boucles de la Seine (UTIBS) – 23 ile de la loge – 78380 BOUGIVALL

Le représentant du maître d'ouvrage est le chef de l'UTIBS ou son représentant ayant reçu délégation.

1-3.2. Sous-traitance

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.2.1 Sous-traitance partielle

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire ne peut sous-traiter la totalité du marché.

En application des articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-3 à R2193-4 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de :

- L'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur ;
- L'agrément par le pouvoir adjudicateur des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est rappelé à ce titre que la méconnaissance par le titulaire de son obligation de déclaration du ou des sous-traitants, indépendamment de leur rang, est sanctionnée pénalement conformément à l'article L 8271-1-1 du code du travail.

En sus de la déclaration de sous-traitance et des renseignements exigés à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, le dossier de candidature de chaque sous-traitant comportera les renseignements permettant l'évaluation de leur situation juridique, leur capacité économique, financière, professionnelle et technique (cf. listes aux *articles 3.3 (pièces de candidature) et 3.4- Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu / RC*).

1-3.2.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial et des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, les mêmes documents listés précédemment.

1-3.3. Conduite d'opération

Le conducteur d'opération est l'Unité Territoriale d'Itinéraire des Boucles de la Seine, Bureau Maîtrise d'OuvrAge.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Le bureau de maîtrise d'ouvrage assurera la maîtrise d'œuvre de l'opération. Il pourra être assurée par une assistance technique à maîtrise d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Non concerné

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

L'exécution du marché sera réalisée sous le contrôle d'un CSPS, dont l'identité et les coordonnées seront communiquées au titulaire à la notification du marché.

Les prestations objet du présent marché relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail

(article R.4532-1).

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission OPC est confiée au MOA.

1-3.8. Autres intervenants

Subdivision exploitation (UTI Boucles de la Seine)

Subdivision maintenance opérationnelle (UTI Boucles de la Seine).

1-3.9. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

1. Le chef d'unité territoriale d'itinéraire ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG).
2. Le chef du bureau études et travaux pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 12.1 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 12.1.9 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 24 et 25 du CCAG).

1-3.10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

- a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, les délais commenceront à courir à partir de l'envoi effectué par l'acheteur.

- b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir à partir de l'envoi effectué par l'acheteur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas, les délais commenceront à courir à partir de l'envoi effectué de l'échange électronique par l'acheteur. Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant

1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

Sans objet.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du
ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le

territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

En cas de constat de travail dissimulé et de manquements à l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés, des pénalités s'appliqueront dans les conditions définies aux articles 4-4.12 et 4-4.13 du présent CCAP.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel

consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 6 000 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 2 000 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, le(s) titulaire(s) déclare(nt) avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie concernant les dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

1-6.3.4 Dispositions communes

En complément aux stipulations de l'article 8.1.3 du CCAG, le(s) titulaire(s) adresse(nt) les attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché..

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1 Clause d'insertion sociale

Pour réaliser ce marché, le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion équivalent à 1h d'insertion par tranche de 1000€ d'achat HT pour des personnes rencontrant des difficultés professionnelles ou sociales particulières en destination de personnes répondant à au moins des critères précédemment cités et validés par la structure locale en charge du suivi de l'opération.

Il leur sera obligatoirement réservé un nombre minimum d'heures de travail

1-6.5.1.1 Accompagnement de l'action en cours d'exécution

MAISON DE L'EMPLOI RUEIL SURESNES

128, rue Danton

92500 RUEIL-MALMAISON

Tél: 01-57-61-45-80

Facilitateur: Ibtiissime FARFAR

Mail: i.farfar@mderueilsuresnes

Est désigné par le maître d'ouvrage pour :

- Définir avec le titulaire le plan d'action de réalisation des actions d'insertion et effectuer les mises en relation nécessaire à la bonne réalisation des objectifs,
- Présenter et valider les candidats correspondants aux critères administratifs définis ci-dessus,
- Valider les heures d'insertion réalisées,
- Fournir les attestations de réalisation des objectifs.

1-6.5.1.2 Contrôle de l'action d'insertion par l'activité économique

1. Contrôle en cours d'exécution

La comptabilisation des heures d'insertion réalisées débutera à la date de notification du marché
2023_UBS_BMOA_S-2-TRX - CCAP – TRAVAUX DE REHABILITATION DES ELEMENTS MECANQUES DES
BATARDEAUX DU BAVA ET DU CHARIOT PANTOGRAPHE DU BAHU DE SURESNES (92)

au titulaire par la maîtrise d'ouvrage ou à la date de la première embauche si elle intervient après la date de notification.

Les heures de travail comptabilisées au titre de l'insertion professionnelle sont limitées à heures (en fonction de la durée du marché) à compter de la date de recrutement de la personne pour le chantier quel que soit la nature du, ou des, contrat de travail.

Dans l'hypothèse où en cours de marché, une ou plusieurs personnes mises à disposition dans le cadre de l'action d'insertion sont embauchées au sein de l'entreprise, le nombre d'heures effectué par le ou les travailleurs, sera décompté, quel que soit le type de contrat de travail, du nombre d'heures devant être obligatoirement exécuté au titre de l'action d'insertion.

A l'expiration du marché, l'entreprise s'engage à étudier toute possibilité d'embauche des personnes en difficulté qui sont intervenues dans le cadre de l'action.

En cours d'exécution du marché, le titulaire adresse un bilan intermédiaire chiffré au plus tard le 20 du mois « m+1 » au maître d'ouvrage, ou son représentant, et à l'interlocuteur désigné, qui retranscrit la mise en œuvre de l'action d'insertion ainsi que des éventuelles difficultés rencontrées.

Des bilans intermédiaires pourront en outre être établis lors des réunions de chantiers ou dans le cadre de réunions spécialement prévues à cet effet et organisées par le maître d'ouvrage.

Si des difficultés liées à l'action d'insertion font obstacle à la réalisation du marché dans les délais fixés, les parties s'engagent à se réunir dans les délais les plus brefs afin de convenir des solutions les plus appropriées à la bonne exécution du marché.

2. Contrôle en fin d'exécution

Lorsque le marché aura été entièrement exécuté, et préalablement au versement de son solde, le titulaire du marché adressera au maître d'ouvrage les justificatifs attestant du respect du nombre d'heures.

1-6.5.2 Pénalités

Lors de l'échéance du marché, si le titulaire n'a pas atteint l'objectif de nombre de stagiaires accueillis fixé à l'article 1-6.5.1, une pénalité de 2 000 € par stage manquant pourra être appliquée, sans mise en demeure préalable.

1-6.5.2 Clauses environnementales

Le titulaire est soumis aux obligations des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement ainsi que de toutes recommandations découlant de la politique environnementale de Voies Navigables de France.

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, le suivi de la qualité des eaux, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou

2023_UBS_BMOA_S-2-TRX - CCAP – TRAVAUX DE REHABILITATION DES ELEMENTS MECANQUES DES
BATARDEAUX DU BAVA ET DU CHARIOT PANTOGRAPHE DU BAHV DE SURESNES (92)

ses assureurs.

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Conformément à l'article R.2194-1 et suivants du CCP, le présent marché public pourra être modifié, dans les circonstances suivantes pour la réalisation de prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu :

- Si des ouvrages souterrains enterrés, subaquatiques ou aériens non répertoriés dans le cadre de diligences normales mises en œuvre par le pouvoir adjudicateur avant le lancement de la consultation sont découverts après la notification du marché.
- En cas d'évolutions de la réglementation relatives à la préservation de la biodiversité, aux zones humides, à la faune et à la flore, à l'évaluation environnementale ou aux autorisations environnementales.

Par ailleurs, sur décision du RPA, les aléas suivants pourront également faire l'objet d'une modification contractuelle du marché : la survenance et la durée exceptionnelles de crues, les compléments pour autorisation environnementale, le Covid-19, les aléas techniques.

La mise en œuvre de la clause de réexamen ferait l'objet d'une décision écrite de VNF sous la forme d'un avenant contractualisant les modifications apportées.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissant, les suivantes:

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**). ;
- La décomposition des prix globale et forfaitaire ;
- Le présent CCAP, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RPA fait seul foi, assorti de ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini sur la page de garde de l'Acte d'Engagement et à l'article 3-4 du CCAP ;
- La note relative à la qualité ;
- La note relative à la protection de l'environnement ;

Le mémoire technique du titulaire (dont les éléments de disponibilité et l'ensemble des éléments destinés à assurer la sécurité des personnes et des biens) excepté le planning.

Les autres textes applicables sont :

- ✚ Le décret n°92-158 du 20 février 1992 relatif aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement (dans le cas présent la voie publique) par une entreprise extérieure (y compris sous-traitant).
- ✚ → Le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- ✚ → La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application (en particulier le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994).
- ✚ → Les normes françaises et européennes en vigueur au moment des travaux.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Marché à tranches

Sans objet

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du Marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- En tenant compte le cas échéant des frais d'assurance décennale et de responsabilité civile.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, le contrôle et le traitement des eaux avant rejet ainsi que la prévention de toute pollution, conformément à la législation en vigueur.
- En tenant compte des dépenses liées aux difficultés d'accès au chantier et aux contraintes d'approvisionnement des matériaux, matériels et équipements de chantier.
- En tenant compte des dépenses liées à la coordination de l'ensemble des entreprises cotraitantes et sous-traitantes intervenant dans le présent Marché.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels décrits dans le paragraphe 4-2. du présent CCAP tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites indiquées.

3-2.2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un avenant. Les prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix sont notifiées par ordre de service selon les dispositions

de l'article 13 du CCAG Travaux. Tout prix nouveau fera ensuite l'objet d'un avenant au sens de l'article L2194-1 du CCP.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant/une décision signé par le RPA.

3-2.3. Dans les 5 jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

Une décomposition / un sous-détail de tous les prix forfaitaires et unitaires à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service.

3-2.4. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

A –Décomptes et acomptes mensuels

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du présent Marché seront réglés suivant l'avancement des prestations réalisées.

Les projets de décomptes mensuels et généraux seront présentés dans la forme et suivant l'ordre du BPUF et seront remis au Maître d'Œuvre dans les conditions fixées par l'article 12 du CCAG-TX, en trois exemplaires, pour le 10 du mois suivant l'exécution des travaux. Dans ces projets, les prestations au forfait, et qui ne sont pas achevées, feront l'objet d'une évaluation en pourcentage de l'avancement desdites prestations.

Ces pourcentages seront évalués par l'Entreprise et vérifiés par le Maître d'Œuvre.

Ce pourcentage de rémunération est également applicable pour les prix unitaires.

Le projet de décompte mensuel, établi par le Titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au maître d'ouvrage pour mandatement.

Le maître d'œuvre notifie au Titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte, le décompte et le projet de décompte mensuel à utiliser le mois suivant.

B –Décompte final

A la fin des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final concurremment avec le projet de situation mensuelle afférente au dernier mois de leur exécution, ou à la place de ce projet, indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées.

L'entrepreneur adresse son projet de décompte final simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Toutefois, par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire ne pourra remettre son projet de décompte final que sous réserve d'avoir remis le DOE dans les conditions prévues au présent CCAP et avoir levé toutes les réserves indiquées au procès-verbal de réception (de toutes les réceptions partielles prévues au marché) des travaux.

Le projet de situation finale, établi par l'entrepreneur, est accepté ou rectifié par la maîtrise d'œuvre et devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG travaux, le délai pour le représentant du pouvoir adjudicateur pour notifier au titulaire le décompte général après réception du projet de décompte général est porté à 3 mois. Toutefois, si dans ce délai, le maître d'ouvrage a fait parvenir au titulaire une décision motivée refusant la prise en compte et le traitement du projet de décompte général, ce délai ne commencera pas à courir et le Titulaire devra produire de nouveau un projet de décompte final dans les conditions prévues au marché.

C –Suspension des délais de paiements

Si du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérifications ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est suspendu.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par le Titulaire de cette lettre recommandée. Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée, avec demande d'avis de réception postal envoyée par le Titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Le nouveau délai global de paiement à la fin de la suspension est de 30 jours.

3-2.5. Modalités de transmission et de paiement

Les factures sont obligatoirement transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Dans l'outil Chorus Pro, les projets de décompte sont nommés factures de travaux.

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant:

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre
- Le numéro de SIRET de la DTBS
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »

3-2.6. Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Par ailleurs, l'interruption du délai de paiement est régie par les articles R.2192-27 à R.2192-30 du CCP.

3-2.7. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Modalités particulières de règlement des prix suivants

N° du Prix	Désignation des prestations	Modalités de règlement
1	PRIX GENERAUX – BAVA et BAHA	
1.01	Installation de chantier et repliement – BAVA et BAHA	<ul style="list-style-type: none"> • 60 % après mise en place des installations de chantier ; • 15 % après leur repliement complet ; • 15% après validation définitive du DOE.
1.02	Signalisation de chantier et balisage – BAVA et BAHA	<ul style="list-style-type: none"> • 65 % dès la mise en place des aménagements et du dispositif de signalisation de chantier ; • 25% après le repliement de tous les matériels et installations, l'enlèvement des matériaux en excédent et la remise en état des lieux.
1.04	Environnement – BAVA et BAHA	<ul style="list-style-type: none"> • 40 % à l'issue de la période préparation après visa

		par le maître d'œuvre ; • 30 % au prorata de l'avancement du chantier ; • 30 % après le démontage des installations de chantier.
1.05	Sécurité et Santé – BAVA et BAHA	• 40 % à l'issue de la période préparation après visa par le maître d'œuvre du ou des PPSPS ; • 30 % au prorata de l'avancement du chantier ; • 30 % après le démontage des installations de chantier.
1.06	Etudes des méthodes et d'exécution – BAVA et BAHA	• 60 % après accord du Maître d'œuvre, en fonction de l'état d'avancement des études, • 40 % après fourniture de tous les documents conformes à l'exécution.
1.08	Fourniture et pose d'un panneau d'information	• 70 % après la fourniture et la pose du panneau ; • 30 % après la dépose et la remise en état des lieux.
2	TRAVAUX PREPARATOIRES – BAVA et BAHA	
2.01	Aménagement des accès et aires de grutage – BAVA-BAHA	• 65 % après la mise en place des aménagements ; • 35% après repliement, nettoyage, évacuation des déchets et remise en état des lieux.
2.02	Aménagement des aires de stockage – BAVA - BAHA	• 65 % après la mise en place des aménagements ; • 35% après repliement, nettoyage, évacuation des déchets et remise en état des lieux.
3	TRAVAUX SUR DISPOSITIFS D'APPUI DES BATARDEAUX - BAVA	
3.02	Remplacement des supports d'appui des batardeaux	• 30 % après livraison sur chantier ; • 55 % après achèvement du montage sur site (et essais validés par le maître d'ouvrage), et fourniture des bons de mise en décharge attestant du respect des exigences du marché ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d'ouvrage.
4	TRAVAUX DE CHANGEMENT DES CABLES DU PANTOGRAPHE – BAHA	
4.02	Fourniture et installation des câbles	• 20 % après livraison sur chantier, • 65 % après achèvement du montage sur site (et essais validés par le maître d'ouvrage), et fourniture des bons de mise en décharge attestant du respect des exigences du marché en matière de gestion des déchets ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d'ouvrage.
5	TRAVAUX SUR DISPOSITIF D'EVACUATION DE SECOURS – BAHA	
5.02	Fourniture et installation du dispositif (échelle et supports)	• 30 % après livraison sur chantier, • 55 % après achèvement du montage sur site (et essais validés par le maître d'ouvrage), et fourniture des bons de mise en décharge attestant du respect des exigences du marché en matière de gestion des déchets ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE

		par le maître d’ouvrage.
5.03	Fourniture et installation du système de clef captive et de l’éclairage	<ul style="list-style-type: none"> • 85 % après achèvement du montage sur site (et essais validés par le maître d’ouvrage), et fourniture des bons de mise en décharge attestant du respect des exigences du marché en matière de gestion des déchets ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d’ouvrage.
6	TRAVAUX DE DIAGNOSTICS/EXPERTISE – BAHA	
6.02	Démontage, expertise, maintenance et remontage du fin de course du chariot pantographe	<ul style="list-style-type: none"> • 85 % après fourniture du rapport définitif approuvé par le MOA et fourniture des bons de mise en décharge attestant du respect des exigences du marché en matière de gestion des déchets ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d’ouvrage.
6.04	Démontage, expertise et remontage des axes du pantographe	<ul style="list-style-type: none"> • 85 % après fourniture du rapport d’expertise définitif approuvé par le MOA sur site et fourniture des bons de mise en décharge attestant du respect des exigences du marché en matière de gestion des déchets ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d’ouvrage.
7	TRAVAUX DE RENOVATION DIVERS – BAHA	
7.02	Fourniture et installation d’une alarme visuelle et sonore	<ul style="list-style-type: none"> • 70 % après exécution de la prestation et essais validés par le maître d’ouvrage et par le maître d’œuvre ; • 30 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d’ouvrage.
7.03	Fourniture, livraison et stockage d’axes neufs pour le bras du pantographe	<ul style="list-style-type: none"> • 85 % après exécution de la prestation ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d’ouvrage.
7.04	Fourniture et changement des bois de protection du pantographe	<ul style="list-style-type: none"> • 85 % après exécution de la prestation et essais validés par le maître d’ouvrage et par le maître d’œuvre ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d’ouvrage.
8	PRIX POUR MEMOIRE	
8.01	Réalisation des travaux de rénovation du fin de course, en fonction de l’expertise réalisée au prix 6.01	<ul style="list-style-type: none"> • 85 % après exécution de la prestation et essais validés par le maître d’ouvrage ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d’ouvrage.
8.02	Fourniture et montage du système de précontrainte du ressort du fin de course du chariot pantographe.	<ul style="list-style-type: none"> • 85 % après exécution de la prestation et essais validés par le maître d’ouvrage ; • 15 % après la fourniture et la validation du DOE par le maître d’ouvrage.
8.03	Repérage et/ou création des dispositifs d’amarrage - BAVA	<ul style="list-style-type: none"> • 65 % dès la mise en place des aménagements. • 25% après le repliement de tous les matériels et installations, l’enlèvement des matériaux en excédent et la remise en état des lieux

3-4. Actualisation des prix

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG, les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ou de remise des offres finales.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

Les prix sont actualisés dans les conditions prévues au CCAG-Travaux 2021, selon la formule suivante :

$$\text{Prix actualisé} = P_{\text{initial}} \times [\text{TP02}(n-3)/\text{TP02o}]$$

TP02(n-3) = c'est la valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

TP02o = valeur de l'index BT au mois d'établissement du prix du marché (mois m0).

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

3-5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-6. Modalités particulières de paiement

Au groupement :

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Aux sous-traitants :

La procédure de paiement direct sera utilisée dès que le montant des prestations dues à chacun des sous-traitants sera supérieur à 600 € TTC.

A cet effet, le Titulaire du Marché ou le Mandataire d'un Groupement solidaire doit joindre en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée par ses soins, indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la TVA.

En cas d'un Groupement conjoint, l'acceptation de la somme à payer à chaque sous-traitant fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des opérateurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le Mandataire, ce dernier doit contresigner l'attestation.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOA. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-7. Augmentation du montant des travaux

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement du montant contractuels des travaux s'effectuera dans les conditions prévues par l'article 14.4 du C.C.A.G.

Par dérogation en cas de dépassement des plafonds prévus à l'article 14.3 du CCAG travaux, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à une modification du marché, conformément aux articles R 2194-1 à R 2194-8 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de confier au titulaire, selon les dispositions des articles R2194-1 à 8 du code de la commande publique, la réalisation de prestations qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu. Le marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles R2194-1 à 8 du code de la commande publique.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement et détaillées à l'article 4-3.1 du présent CCAP.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 4 jours.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d'œuvre:

- Lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries qui ont dépassé les valeurs mentionnées dans le tableau ci-après, empêchant ainsi l'exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu'aucune tâche ne puisse lui être substituée ;

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Pluie	≥ 30 mm	Le jour où la pluie est mesurée
Gel	< à -5°C sous abri entre 6h00 et 18h00	Le jour où la température est mesurée
Vent	> 120 km/h	Le jour où la valeur limite est dépassée pendant 2 heures
Neige	5 cm en 24h	Le jour où le cumul de neige est

		mesuré
Crue	Débit instantané > 650 m ³ /s au barrage d'Andrézy	Le jour où le débit limite est dépassé
Niveau d'eau supérieur	23.50 mNGF IGN69	Le jour où le niveau d'eau est dépassé pendant 2 jours

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

- Station météorologique de Vélizy-Villacoublay ;
- Station limnimétrique d'Austerlitz pour le débit de la Seine.

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RPA.

Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités

Les pénalités ne sont pas plafonnées (sauf celles de retard) et sont cumulables sans seuil d'exonération.

Les pénalités sont à appliquer sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités s'entendent par jour calendaire et ne sont pas soumises à la TVA.

Elles ne sont pas exclusives des amendes, des coûts de remise en état ou des indemnisations liées aux préjudices subis.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le titulaire subit, en cas de retard, les pénalités journalières, par jour calendaire, suivantes :

Désignation	Délai	Pénalités
-------------	-------	-----------

Période de préparation	3.5 mois à compter de la notification du marché valant OS de démarrage de la période de préparation	200€ / jour calendaire
Exécution des travaux	1.5 mois à compter de l'OS prescrivant le démarrage de ces travaux	200€ / jour calendaire
Fourniture de rapports	1.5 semaine à compter de la fin de l'intervention sur site correspondante	200 € / jour calendaire

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG – travaux, les pénalités de retard sont plafonnées à 35 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG – travaux, les pénalités de retard sont sans mise en demeure préalable et, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG –travaux, les pénalités de moins de 1 000 € ne sont pas exonérées

Les immobilisations d'ouvrages sont encadrées par les conditions prévues à l'article 1.7.7 du CCTP et constituent pour chaque demande d'arrêt, un délai distinct propre.

Par dérogation à l'article 19.2.5 du CCAG-travaux, les pénalités appliquées sur les délais distincts seront maintenues même si le délai global est respecté.

4-3.2. Primes d'avance

Sans objet

4-4. Autres pénalités

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

A la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 500 €.

4-4.2. Documents fournis pendant l'exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents EXE à fournir après établissement du planning des études EXE par le ou les Titulaires, une pénalité égale à 200 € sera opérée par jour de retard.

4-4.3. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire

encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

4-4.4. Non-respect des temps d'immobilisation prescrits

Compte tenu de l'importance des ouvrages pour la régulation hydraulique du bief de Suresnes décrite au point 1.7.7 du CCTP, le titulaire s'expose, en cas de non-respect du temps de délai de remise en service dans les conditions imposées par le maître d'ouvrage (48h maximum), à une pénalité fixée à 2000 € par constatation.

4-4.5. Rendez-vous de chantier

Les compte-rendu de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'ouvrage.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

4-4.6. Respect des règles de sécurité sur le chantier

Les pénalités suivantes sont appliquées concernant les règles de sécurité sur le chantier :

- Non-respect de la signalisation de chantier et dispositifs de sécurité

En cas de dégradation ou de non-respect de la signalisation temporaire de chantier mise en place, il sera appliqué une pénalité de 250 € par infraction constatée.

- Accès non autorisé des engins sur la voirie publique

En cas d'entrée ou de sortie des véhicules de chantier en dehors des accès prévus à cet effet, il sera appliqué une pénalité de 250 € par infraction constatée.

- Absence des EPI obligatoires

Le port du gilet de sécurité, des chaussures de sécurité et du casque de chantier sont obligatoires dans les emprises du chantier. En cas de défaut de sécurité, il sera appliqué une pénalité de 500 € par infraction constatée et son auteur pourra être exclu du chantier à la seconde récidive.

- Toute Entreprise (y compris sous-traitants) devra appliquer les règles de sécurité sur le chantier, conformément au PGC, au PPSPS et aux injonctions complémentaires du CSPS, sans quoi une pénalité journalière de 1000 € sera appliquée, en sus des dispositions précédentes.

4-4.7. Propreté du chantier et des voiries

Les pénalités encourues en cas de non-respect de la propreté du chantier et des voiries empruntées par les engins et camions de chantier s'élèvent à 1 000 € par jour d'insalubrité constaté.

4-4.8. Défaut ou mauvaise gestion des déchets de chantiers

En application de l'article 37.3 du CCAG le Titulaire encourt une pénalité journalière de 1 000 € en cas de non-respect des dispositions contractuelles et légales relatives à l'évacuation des déchets de chantier.

4-4.9. Rejets non traités dans les exutoires

En cas de rejets dans les réseaux ou exutoires existants de boues de chantier, de carburants ou de lubrifiants ou autres produits polluants, il sera appliqué une pénalité de 1000 € par infraction constatée, sans préjudice des frais de curage ou de dépollution qui pourront être imposés à l'entrepreneur et sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi.

4-4.10. Non déclaration de sous-traitant

En cas de recours non déclaré à un sous-traitant, il sera appliqué une pénalité de 1 500 € par jour d'infraction constatée.

4.4.11. Pénalité pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant total du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

4.4.12. Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1-6.2-2. du CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 350 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. »

4.4.13. Pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale

Lors de l'échéance du marché, si le titulaire n'a pas atteint l'objectif de nombre de stagiaires accueillis, une pénalité de 2 000 € par stage manquant pourra être appliquée, sans mise en demeure préalable.

4.4.14. Pénalité pour non-intervention dans les délais de GPA

Les pénalités encourues s'élèvent à 1 000 € en cas de non-respect du délai d'intervention sous 5 jours en cas de dysfonctionnement.

4.4.15. Pénalité pour non-respect des prescriptions liées à l'accès au site

Les pénalités encourues s'élèvent à 500 € en cas de non-respect des prescriptions liées à l'accès au site.

4.4.16. Pénalité pour non-respect des exigences en matière de communication avec le maître d'ouvrage

Les pénalités encourues s'élèvent à 300 € en cas de non-respect des exigences liées à la communication avec le maître d'ouvrage durant l'ensemble de l'exécution du marché.

4.4.17. Pénalité pour non-respect des obligations de confidentialité

La pénalité encourue s'élève à 500 € par constatation en cas de non-respect des exigences liées à aux

obligations de confidentialité du titulaire durant l'ensemble de l'exécution du marché.

4-5. Cumul des pénalités

Les pénalités sont non-soumises aux taxes et toutes cumulables.

4-6. Retenue

Le montant des pénalités sera retenu sur les sommes dues au titulaire.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements conformément à l'article R2191-33 du code de la commande publique. Toutefois, si le titulaire du marché est une PME, il est fait application d'un taux de 3%.

Par application de l'article R2191-36, le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

Aucune demande de substitution de retenue de garantie en caution personnelle et solidaire ne sera acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La garantie à première demande doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte et vaut pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

L'option A définie à l'article A.10.1 du CCAG-Travaux est appliquée en retenant les pourcentages suivants :

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la Commande Publique, à 30 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois,

2023_UBS_BMOA_S-2-TRX - CCAP – TRAVAUX DE REHABILITATION DES ELEMENTS MECANIKES DES
BATARDEAUX DU BAVA ET DU CHARIOT PANTOGAPHE DU BAHHA DE SURESNES (92)

à ce même pourcentage de 12 fois le montant TTC divisé par sa durée d'exécution.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

5-3. Nantissement

En cas de nantissement d'entreprises groupées solidaires, le groupement se fera ouvrir un compte unique de nantissement.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'ouvrage avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout

acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'ouvrage, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Essais et vérification complémentaire :

Le Maître d'ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le Marché.

Qu'ils soient effectués par le Titulaire ou par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître de l'Ouvrage, sauf s'il s'agit de contrôles nécessités par des ouvrages réalisés par l'Entreprise et présentant des anomalies ou s'il s'agit d'essais faisant suite à des essais précédents défavorables.

6-3. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître d'ouvrage.

Le CCTP désigne les matériaux, produits ou composants de construction fournis par le maître d'ouvrage dont la réception doit être assurée par le titulaire et précise les conditions et modalités de cette réception.

La rémunération de ces prestations est réputée incluse dans les prix du marché.

6-4. Matériaux de type nouveau

Si le Titulaire propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau mais d'un niveau de qualité et de performance conforme aux prescriptions du CCTP, il s'engagera, par écrit, à garantir le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue de ces matériaux et fournitures pendant un délai défini et prenant effet à la date de réception.

Cette garantie engage le Titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'Ouvrage.

Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises.

ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).

Au moins un salarié de l'Entreprise intervenant en préparation administrative et technique des travaux (chef de chantier, conducteur de travaux) devra être identifiable comme titulaire d'une AIPR "encadrant".

L'ensemble des opérateurs d'engin intervenant sur le chantier doivent être titulaires de l'AIPR "opérateur".

Dans le cadre de travaux urgents l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doivent être titulaires de l'AIPR "opérateur".

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation et tenir compte de ces résultats avant tout commencement d'exécution des travaux. Le titulaire doit aussi tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

7-4. Piquetage général

Le piquetage général des travaux est effectué par le Titulaire, à ses frais, contradictoirement avec

le Maître d'œuvre et cela avant le commencement des travaux, pour tous les ouvrages.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

7-6. Protection des ouvrages existants

Toutes les précautions seront prises par le Titulaire pour que les installations et les réseaux existants ne soient pas endommagés durant les travaux. En cas de dommage, leur réfection sera entièrement à sa charge.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG, il est procédé par le Titulaire à l'établissement et à la présentation pour visa du maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux, **dans le délai de 2 semaines suivant la notification du marché.** Dès réception, le maître d'ouvrage dispose d'un délai d'une semaine pour l'examiner et le retourner à l'Entrepreneur avec son visa ou ses observations.

Il est procédé, au cours de ce délai de 2 semaines, aux opérations suivantes par le titulaire :

- le calendrier prévisionnel d'exécution des documents, tenant compte des délais d'études, d'approbation des documents, de fourniture, de la levée des points d'arrêt dans la note de qualité et des intempéries prévisibles,
- la description précise des phases d'exécution avec les moyens utilisés et les consignes à respecter.
- la liste des engins et matériels tant terrestres que fluviaux qui sont utilisés sur site pour la manutention des ouvrages,
- les programmes particuliers exigés par les fascicules du CCTG et notamment les numéros 65 et 66 doivent compléter le programme d'exécution en temps utiles,

Le programme d'exécution des travaux doit renseigner entre autres :

- le projet des installations de chantier, des ouvrages provisoires et des zones de stockage provisoires des fournitures, des équipements, du matériel ;
- le planning détaillé des études et des travaux mentionnant les chemins critiques des tâches à exécuter et leurs enchaînements. Il devra mettre en évidence les cadences d'exécution, les différentes contraintes de phasage ;
- les certificats de conformité (entretien, contrôle technique, certificats de navigabilité) du matériel de chantier;
- le mode opératoire et procédures d'exécution détaillées pour la réalisation des prestations prévues au marché (matériels, moyens et méthodes) ;
- Etablissement d'une note de qualité et d'une note relative à la protection de l'environnement reprenant les dispositions de moyens et d'organisation proposées par le Titulaire pour atteindre la qualité requise lors de la réalisation de l'opération. Les deux notes seront complétées de tous les éléments explicités dans les différents paragraphes du CCTP.

Les points d'arrêts des travaux prévus, dans la note de qualité relatif à l'exécution des ouvrages, donnera lieu à la production de documents attestant la réalisation des vérifications et des contrôles internes.

La note de qualité sera mis à jour et complété en tant que de besoin.

- Etablissement du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.
Cette obligation est applicable à chaque intervenant.
- Etablissement auprès des services gestionnaires des voies routières, le dossier d'exploitation concernant la circulation routière et décrivant le plan de circulation des engins de chantier et les moyens prévus pour assurer la sécurité routière et la propreté des voiries pendant toute la durée des travaux. Le titulaire le déposera en temps voulu auprès des services gestionnaires pour obtenir les autorisations nécessaires pendant les travaux.
- Organisation de l'état des lieux contradictoire effectué par constats d'huissier, avant et après travaux, du domaine public et du domaine privé (accès, chemins et ouvrages empruntés par le Titulaire, sites de stockage et zone de chantier...), en présence du maître d'ouvrage ou

de son représentant et d'un représentant du propriétaire et/ou gestionnaire des voies routières, des chemins, des ouvrages, des parcelles, empruntés pour l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3ème alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'ouvrage et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre conformément à l'article 29.1.4 du CCAG.

Sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : dwg, dxf pour Autocad, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice et pdf-ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le maître d'ouvrage doit renvoyer au titulaire les études d'exécution avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de prolonger ce délai pour les ouvrages particuliers et en avisera par écrit le titulaire. Les décalages éventuellement occasionnés par ces prolongements seront pris en compte dans les délais de l'Entreprise pour autant qu'il y ait eu décalage de la réalisation des ouvrages par rapport au programme de l'Entreprise.

Les visas portés par le maître d'ouvrage ne réduiront en rien la responsabilité du Titulaire ; celui-ci ne pourra en particulier se prévaloir d'aucune erreur ou omission dans les plans pour dégager sa responsabilité.

Le titulaire sera responsable lorsque, dans les dix années à partir de l'achèvement des travaux qui lui ont été confiés, les ouvrages feront apparaître des désordres résultant d'un vice de conception imputable à des travaux ou à des plans qu'il aura lui-même exécutés ou établis.

Au cas où le Titulaire ferait établir, par des moyens de calcul automatique, tout ou partie des calculs qui lui incombent, il joindra une notice indiquant de façon complète les hypothèses de base des calculs, leur processus, les formes employées et les notations.

Les "sorties" de tout programme de calcul utilisé devront être suffisamment nombreuses et comporter, outre les données particulières de calcul, assez de résultats intermédiaires pour que les options tant techniques que logiques soient mises en évidence et que les fractions de calcul, comprises entre deux options consécutives, puissent être isolées au vu d'une éventuelle vérification. Sur demande du maître d'ouvrage, le Titulaire lui fournira tout autre résultat intermédiaire du calcul qu'il estimerait utile ; au cas où la note de calcul automatique serait très volumineuse, le Titulaire fournira un extrait faisant apparaître les résultats déterminants du dimensionnement proposé.

Le maître d'ouvrage pourra demander au Titulaire de compléter manuellement toute note de calcul automatique incomplète.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du CCAG.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'ouvrage sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'ouvrage et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Par dérogation aux articles 9.1.1 et 31.1.2 du CCAG, l'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage:

Les emplacements définis à l'article 1.2.3 du CCTP sont mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux à condition de respecter les consignes prescrites. Le cas échéant, le maître d'ouvrage désignera à l'entreprise le lieu prévu où ces installations pourront être établies pendant la période de préparation du chantier. Le maître d'ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par le titulaire.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Conformément à l'article 31.1 CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier. Le contenu du projet des installations du chantier établi par le titulaire est fixé par le CCTP et le bordereau des prix unitaires.

Pour l'application de la réglementation concernant la navigation et le stationnement des engins flottants sur les plans d'eau intéressés par le chantier, le service compétent auquel le titulaire doit s'adresser est :

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A -Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) mis en place par un intervenant pour l'exécution de ses prestations spécifiques ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des délais contractuels.

B -Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier puis en informer immédiatement le maître d'ouvrage.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C -Moyens donnés au coordonnateur SPS

1.Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2.Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 1.3.6 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D -Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière, en particulier les parties concernées de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière (IISR).

La signalisation temporaire de chantier nécessaire ou demandée par le maître d'œuvre sera mise en place aux abords du chantier et le long des voies utilisées par les engins. Elle sera entretenue par le Titulaire du présent lot pendant toute la durée des chantiers. En cas de panne des systèmes automatiques une signalisation manuelle à trois hommes sera mise en œuvre. Le Titulaire mettra en place une signalisation :

- Réglementaire quant au choix et à l'implantation des signaux,
- Adaptée au danger, cohérente et lisible.

Le Titulaire devra assurer en permanence la maintenance de ces signalisations. Il devra soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux, et pendant tout le cours de ceux-ci, le Titulaire devra faire connaître nominativement au Maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du, ou des chantiers, responsable qui devra pouvoir être contacté 24 h sur 24 h pendant toute la durée des travaux, de jour comme de nuit, y compris pendant les périodes d'intempéries.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques empruntées par les engins de chantier et d'approvisionnement en matériaux.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Le Titulaire devra se conformer strictement aux consignes de l'exploitant de la digue.
En cas de nécessité, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires à la sécurité des ouvrages.
Il en avisera l'exploitant et le maître d'œuvre qui pourra décider d'accorder une prolongation du délai d'exécution.

Les délais d'exécution visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

8-7. Note relative aux mesure qualité et environnement prises par le titulaire

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir une note spécifique sur ce point. Cette note, soumise au visa du maître d'ouvrage, comportera les dispositions décrites dans le CCTP et devra être fournie lors de la période de préparation. Un modèle est proposé l'opérateur économique titulaire à l'annexe 1 du Règlement de Consultation.

Elle devra a minima prendre en compte ces éléments et prévoir les différents process de fourniture/pose des éléments ainsi que les partenariats avec les différents bureaux de contrôle.

Pour répondre à la problématique de la protection de l'environnement, le titulaire a la responsabilité d'établir une note spécifique sur ce point. Cette note, soumise au visa du maître d'ouvrage, comportera les dispositions décrites dans le CCTP et devra être fournie lors de la période de préparation. Un modèle est proposé l'opérateur économique titulaire à l'annexe 2 du Règlement de Consultation. Le maître d'ouvrage sera particulièrement attentif à la prise de mesures pour éviter la pollution des eaux lors des travaux, ainsi que le mode opératoire relatif au traitement des déchets de chantier.

Ces documents, une fois visés par le maître d'ouvrage, deviennent contractuel et pourront être opposés à l'opérateur économique titulaire.

8-8. Réunion

Il est prévu pendant toute la durée des travaux, une réunion de chantier toutes les semaines en moyenne, organisée par la maîtrise d'ouvrage. Ces réunions feront l'objet d'un compte rendu établi par le maître d'ouvrage et soumis à la validation de représentant du Titulaire, qui explicitera éventuellement ses réserves dans un délai maximum de trois (3) jours.

Les instructions données par le maître d'ouvrage ou du gestionnaire du site dans un compte-rendu de réunion s'imposent de plein droit au titulaire.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées listées au CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

Le Titulaire est le seul responsable des ouvrages jusqu'à la date de notification de la réception des travaux. Le Titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés. La maîtrise d'œuvre aura alors à charge de provoquer les Opérations Préalables à la Réception.

9-2.2. Réception partielle

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-2.3. Opérations Préalables à la Réception

Le titulaire avise le représentant du maître de l'ouvrage par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Lorsque la maîtrise d'ouvrage n'a pas arrêté la date de ces opérations dans le délai fixé (20 jours), le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Celui-ci fixe la date des opérations préalables à la réception, au plus tard, dans les trente (30) jours qui suivent la réception de la lettre adressée par le Titulaire, et la

notifie au Titulaire ; il l'informe également qu'il sera présent ou représenté à la date des constatations et assisté, s'il le juge utile, d'un expert, afin que puissent être mises en application les dispositions particulières suivantes :

Les opérations préalables à la réception comportent :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- Les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- La constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- Les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- La constatation de la remise des documents prévus au marché et conformes à celui-ci.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal dressé sur-le-champ, en 2 exemplaires originaux, par la maîtrise d'ouvrage et signé par le Titulaire ainsi que le représentant de la maîtrise d'ouvrage. Si le Titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention. Un exemplaire est remis au titulaire.

Par dérogation à l'article 41.2-al 3 du CCAG Travaux, dans le délai de sept (7) jours suivant la date du procès-verbal, le représentant du pouvoir adjudicateur doit se prononcer sur la réception des ouvrages, avec la date d'achèvement des travaux qu'il a proposés de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

9-2.4. Clauses suspensives aux Opérations Préalables à la Réception

Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux :

Le maître d'ouvrage peut refuser de procéder aux opérations préalables à la réception sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer, ni réclamer une quelconque indemnisation. Ce refus de procéder aux OPR pourra notamment intervenir si la date d'achèvement des travaux annoncée n'est pas cohérente avec les travaux restant à réaliser ou si l'ouvrage à la date de la demande des OPR présente des non-façons et/ou des non conformités flagrantes au regard des spécifications du marché. Dans ce cas, les dispositions de l'article 41.1.3 du CCAG Travaux sont inopérantes.

Dans ce cas, la maîtrise d'ouvrage notifie au titulaire la liste des travaux que celui-ci doit réaliser avant de procéder à la formulation d'une nouvelle demande de réception des ouvrages.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

La prise de possession de certains ouvrages ou parties d'ouvrages sera précédée d'une réception Partielle.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé selon l'article 5 du CCTP de la présente consultation

Le titulaire du marché devra remettre l'intégralité des documents dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux.

Le défaut de remise, dans le délai ci-dessus, des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, entraîne l'application des pénalités fixées à l'article 4.3 du présent CCAP.

9-6. Délai de garantie

9-6.1. Garantie de parfait achèvement

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception.

Le délai de garantie de parfait achèvement court sur une période de 12 mois à compter de la date de réception. Dans le cas de réserves, le délai de garantie de parfait achèvement court à compter de la date de la levée de la réserve.

Les travaux doivent être réalisés selon les « Règles de l'Art » et avec les matériels et matériaux correspondant à la spécification du Titulaire et à la commande du maître d'ouvrage.

Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai de 12 mois à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations qui s'avèreraient dans le délai de 30 (trente jours) maximum à compter de la date de notification de la demande du maître d'ouvrage.

En cas d'urgence, le Titulaire s'engage à intervenir dans un délai de 48 (quarante-huit) heures.

9-6.2. Prolongation de la garantie de parfait achèvement

Le maître d'ouvrage pourra prolonger la GPA si les réserves contenues non réalisées ne sont pas effectuées 12 mois après la réception de l'ouvrage.

ARTICLE 10. RESILIATION

Les dispositions mentionnées ci-dessous s'ajoutent aux dispositions prévues aux articles 49 à 53 du C.C.A.G Travaux.

Le marché pourra être résilié de plein droit, après mise en demeure restée sans effet, par le Maître d’Ouvrage, en tout ou en partie, en cas d’inexécution de tout ou partie de ses engagements par le Titulaire, et notamment :

- En cas de manquements graves ou renouvelés du Titulaire à ses obligations de sécurité sur le chantier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à -14 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à -11, L2341-5, L3125-1 et -2 du code de la commande publique.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 46.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 0%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits,

tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET LITIGES

Les stipulations de l'article 55 du CCAG travaux sont applicables excepté l'article 55.1.2. Par dérogation à l'article 55.1.2, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision motivée dans un délai de 90 jours, à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

Le tribunal administratif compétent est celui de Cergy-Pontoise :

2-4 boulevard de l'Hautil
BP 30322
95027 Cergy-Pontoise cedex
tél. : 01 30 17 34 00
greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr
<http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr>

et peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr

ARTICLE 12. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 13. CONFLIT D'INTERET

Le titulaire prend les mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou toutes autres relations ou tous intérêts communs. Tout conflit d'intérêt surgissant pendant l'exécution du contrat doit être signalé sans délai et par écrit à VNF. Le titulaire doit prendre immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe VNF.

ARTICLE 14 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation expresse, être transmis ou divulgués, même à titre gratuit, à des tiers.

Pénalité en cas de non-respect de l'obligation de confidentialité :

En cas de constatation du non-respect de l'obligation de confidentialité, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG travaux :

CCAP 1-3.10 déroge à l'article 3.2.1 du CCAG
CCAP 1-.6.3.4 déroge à l'article 8.1.3 du CCAG
CCAP 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG
CCAP 3-3.2 déroge à l'article 9.4.2 du CCAG
CCAP 3-2.2 déroge à l'article 14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.4 B déroge aux articles 12.3.2 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-3 déroge aux articles 19.2.5 et 19.4 du CCAG
CCAP 3-5 déroge à l'article 14.3 du CCAG
CCAP 4-3.1 déroge aux articles 19.2.1, 19.2.2, 19.2.3, 19.2.4 et 19.2.5 du CCAG
CCAP 4-4.1 déroge à l'article 18.1.1 du CCAG
CCAP 7-5 déroge à l'article 27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1 déroge à l'article 28.2.2 du CCAG
CCAP 8-2 déroge à l'article 29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.1 déroge aux articles 9.1.1 et 31.1.2 du CCAG
CCAP 8-4.8 déroge à l'article 34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1 déroge à l'article 24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2 déroge à l'article 38 du CCAG
CCAP 9-2.1 déroge aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-2.3 déroge à l'article 41.2 al 3 du CCAG
CCAP 9-2.4 déroge à l'article 41 du CCAG
CCAP 9-6.1 déroge à l'article 42.3 du CCAG
CCAP 10 déroge à l'article 50.3.1 du CCAG
CCAP 11 déroge aux articles 55.1.2 du CCAG
CCAP12 déroge à l'article 48 du CCAG

CCTP 2.2.1 déroge à l'article déroge à l'article 29 du CCAG

AE 4-1 déroge à l'article 19 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics**c) Normes françaises homologuées****d) Autres normes**